

Julien Sanchez rétablit le porc dans les cantines : les GG indignés !



A Beaucaire dans les cantines, le lundi, ce ne sera pas raviolis.

Ce sera côtelette, charcuterie, pâtés et autres cochonnailles, en entrée ou en plat principal, parce qu'il y n'y a pas de raison, déclare en substance Julien Sanchez, le maire de la ville, que le porc disparaisse de notre art de vivre. Astérix mangeait du sanglier, dit-il, en forme de boutade. Vive les repas gaulois et foin des repas anti-républicains.

Ainsi, des menus de substitution ne seront plus servis dans les cantines scolaires de sa ville, à partir du 1^{er} janvier 2018. Il s'explique sur la date : le calendrier administratif ne coïncide pas avec le calendrier scolaire.

Pour qui l'ignorerait, les menus de substitution sont des menus sans porc servis dans la plupart des cantines, les jours où le repas est à base de cette viande.

Le Maire de Beaucaire est sommé de s'expliquer au tribunal des

Grandes Gueules qui, quasi unanimement, s'indignent de cette mesure.

https://www.youtube.com/watch?v=_IyqhwSsiJY

Or, le maire de Beaucaire, se plaçant sous l'autorité des principes de la République, fait valoir que pour servir des repas sans porc, cela suppose que l'on demande aux parents les tabous alimentaires qu'ils imposent à leurs enfants, ce qui contrevient à la loi républicaine française.

Chez les chroniqueurs des Grandes Gueules, cet argument ne porte pas. Pourtant, c'est ce même délit de fichage ethnique que ces mêmes chroniqueurs reprochaient à Robert Ménard. Mais passons.

Au nom de quoi refusent-t-ils que s'appliquent les principes de la laïcité ? On connaît les arguments qui reviennent régulièrement en boucle comme les marronniers.

Voici , simplifié, l'échange entre les divers intervenants et le maire, qui ne se départit jamais de son assurance.

D'abord, l'argument qui consiste à redéfinir le concept débattu afin de montrer que l'adversaire ne respecte pas ou ne comprend pas le principe qu'il défend.

– La laïcité, cela consiste à respecter la liberté religieuse.

– Oui, mais pas dans la sphère publique, répond le maire en substance, faisant valoir en outre que nul enfant ne serait obligé de consommer ce dont il ne veut pas.

Vient tout de suite après la question habituelle qui prend l'allure d'attaque *ad hominem*

– N'instrumentalisez-vous pas la laïcité à des fins politiques ? (autrement dit, parce que vous êtes Front National).

– D'autres mairies communistes ou LR suppriment les menus de

substitution.

– Qu'est-ce que cela vous coûte de donner un menu de substitution?

– Le menu est à 2.40 pour un coût réel de 10 euros. *Quand même.* Mais surtout, il en coûte de céder à un lobby religieux.

– Justement – c'est l'avocate Marianne Soubré qui avance cet argument magistral – exiger du halal, serait une revendication religieuse et à ce titre, inacceptable. Mais refuser le porc n'a rien de religieux. *On ne rit pas.*

– Que faites-vous des végétariens ?

– la même chose.

Remarquons que si l'on tient compte des végétariens, c'est tous les jours qu'il faudra proposer un menu de substitution. Mais cette logique échappe aux chroniqueurs qui cherchent à contrer systématiquement plutôt qu'à examiner le bien-fondé des déclarations du Maire.

L'imparable argument *ad misericordiam* :

– Vous allez obliger ses enfants à rester chez eux et empêcherez la mixité et le vivre-ensemble.

Julien Sanchez est bien aimable, ou habile, de ne pas faire remarquer que ce sont précisément les interdits alimentaires qui mettent à part, qu'ils sont même faits pour ça.

Enfin la question piège :

– Servez-vous du poisson le vendredi ?

– Oui, c'est une tradition. Cela existe depuis longtemps, y compris du temps où la mairie était communiste.

Le chroniqueur croit avoir sorti là sa botte secrète qui prouverait le parti-pris du Maire anti-musulman.

Or, le poisson du vendredi tient plus de la coutume en pays chrétien que de la prescription religieuse. Rien de comparable avec un tabou religieux.

C'est ne pas comprendre qu'une société qui a des traditions alimentaires n'a rien de comparable avec une société qui a des tabous. La coutume alimentaire peut évoluer, pas le tabou qui est un interdit imprescriptible. C'est une aliénation.

C'est aussi une façon de se singulariser, voire de créer un apartheid. Ne seront admis à la table de ceux qui pratiquent le tabou que ceux qui acceptent de s'y soumettre fût-ce le temps d'un repas.

Ainsi le Maire de la ville fait remarquer que les jours où le porc est servi, on voit les enfants mangeant le repas avec porc être servis à des tables séparées de ceux qui mangent le repas de substitution, ne serait-ce que pour des raisons de commodité de service. Environ 200 enfants sur 800 seraient dans ce deuxième cas, selon radio France Bleu.

Enfin, le tabou exprime un jugement porté sur l'animal interdit mais forcément aussi sur ceux qui en mangent. L'aliment jugé impur, la personne qui en consomme l'est aussi.

Sur un autre plateau télé, alors que tous les intervenants étaient d'accord sur la montée de l'islam intégriste à l'école, ils rejettent unanimement la suppression du menu de substitution. Il s'agit pourtant exactement de la même chose et le refus du porc n'est qu'une demande dans une escalade grandissante. En effet, dans cette logique, quelle va être la prochaine demande sinon celle de la viande halal? N'a-t-on pas vu au journal régional de FR3 une mère musulmane déclarer que de toute façon, le menu de substitution était refusé.

<http://www.fdesouche.com/934729-polemique-sur-le-porc-dans-les-cantines-a-beaucaire-le-plat-de-substitution-on-ne-le-mangeait-pas-de-toute-maniere>

On ne mangera ni la volaille ni le steak qui le remplaçaient déclare-t-elle.

Comment ne pas voir que le refus du porc n'est que la première étape d'un rapport de force pour faire plier une institution qui n'en a déjà pas besoin.

Monsieur Julien Sanchez, sans se départir de son calme, explique que du porc sera servi le lundi afin que les familles concernées puissent prendre leur disposition.

A l'initiative de parents d'élèves, un pique-nique républicain est prévu lundi prochain à 11 h 30, sur la Place de la Mairie pour protester contre la mesure de l'écu.

« L'idée c'est que nous les parents, qu'on soit musulman ou pas, ne mettions pas notre enfant à la cantine le lundi puisque c'est le jour du cochon ».

Ou comment créer soi-même son propre malheur.

Florence Labbé